

**Séance extraordinaire du Conseil général du 5 juillet 2004
à 20.00 heures à la salle polyvalente de la Fondation Gentit**

Président : M. Jean-Maurice Jobin, Président du Conseil général

Secrétaire : M. Claude Gagnebin, Secrétaire communal

Prise du procès-verbal : Mme Marlyse Jobin, employée communale

1. Appel

Conformément à l'art.18 du règlement du Conseil général, le président souhaite la bienvenue aux Conseillers, salue les représentants de la presse et le public. Il procède à l'appel nominal des conseillers généraux. 17 membres du Conseil général sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.

Madame Luciana Werder, Messieurs Henri Boillat, Paul-Justin Boillat et Denis Chappatte sont excusés.

La présente séance a été convoquée selon la procédure d'urgence, conformément à l'article 20, alinéa 4 du règlement. Cette procédure stipule que la convocation doit parvenir aux Conseillers au moins 24 heures à l'avance et que le Service des Communes soit averti, ce qui a été respecté. La séance de ce soir a été convoquée :

- Par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura no 24 du 30 juin 2004.
- Par convocation remise personnellement ou à domicile
- Par affichage public

Sur proposition du président, l'ordre du jour modifié suivant est accepté à une majorité évidente :

1. Appel
2. Communications
3. Questions orales
4. a) Discuter et approuver la donation d'une parcelle de 2841 m² (sous réserve de la confirmation de la surface par le bureau du géomètre) d'une valeur approximative de Fr. 136'000.00 à l'entreprise Milpuce électronique pour la construction de locaux industriels.
b) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier l'acte de vente relatif à cette parcelle.

2. Communications

Communications du Conseil communal :

Le Conseil communal ayant une information urgente à donner, le point « communications » a été ajouté à l'ordre du jour de la séance de ce soir.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, rappelle qu'un promoteur de Neuchâtel, Monsieur Bernaschina, a mandaté Monsieur Masini, architecte, pour réaliser deux locatifs de quatre appartements chacun. Ces deux immeubles devraient se construire sur notre terrain,

derrière le restaurant de l'Ours. Messieurs Bernaschina et Masini souhaitaient publier leur projet, afin de ne pas perdre de temps, sans acheter le terrain, ce que le Conseil communal a refusé dans un premier temps. A la fin de la semaine dernière, Monsieur Masini a contacté Monsieur le Maire pour lui présenter les plans et sa demande d'achat formelle pour le terrain précité. Monsieur Masini a déjà vendu deux appartements et le projet pourrait démarrer cet automne, pour autant qu'on le publie de suite dans la feuille officielle, avant les vacances. Bien entendu, la publication n'engage en rien le Conseil général qui pourra accepter ou refuser la vente de ce terrain lors d'une prochaine séance. Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, souhaitait tout de même informer les membres du Conseil général, afin qu'ils ne soient pas surpris lors de la publication. Le prix du terrain a été discuté et s'approcherait des Fr. 30.00 le m²; ce prix n'a toutefois pas encore été défini officiellement.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, revient sur la question orale de la semaine dernière relative à la circulation dans la cour de l'école. Monsieur Bilat a répondu que c'était la Commission d'école qui était chargée de faire le nécessaire, mais n'a jamais dit que cette Commission n'avait rien fait, comme on le lui a reproché. La Commission d'école, par sa Présidente, a informé Monsieur le Maire que le dossier était au Canton et que celui-ci devait convoquer une séance entre les partenaires concernés. Cette affaire suit donc son cours.

3. Questions orales

1) Madame Danielle Baumat

Madame Danielle Baumat remarque que, depuis quelques années, au sein de la Commune, il ne se fait plus rien pour les jeunes citoyens de 18 ans. Une allocution ou une petite marque de bienvenue dans le monde des adultes seraient peut-être appréciées par certains. Se sentir considérés et accueillis les aiderait peut-être à s'engager dans la vie publique et politique. Il est prévu d'accueillir les nouveaux habitants, pourquoi ne pas y inclure les nouveaux citoyens atteignant leur majorité.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, souligne que, par le passé, les nouveaux citoyens étaient reçus. Cette pratique avait été abandonnée, suite à une très faible participation et par mesure d'économie. Monsieur Bilat signale que cette question sera étudiée et qu'il y sera donné suite.

Madame Danielle Baumat est satisfaite.

4. a) Discuter et approuver la donation d'une parcelle de 2841 m² (sous réserve de la confirmation de la surface par le bureau du géomètre) d'une valeur approximative de Fr. 136'000.00 à l'entreprise Milpuce électronique pour la construction de locaux industriels.

b) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier l'acte de vente relatif à cette parcelle

Madame Sabine Cattin, dans son rapport d'entrée en matière, s'excuse pour les petites erreurs, notamment grammaticales, qui figurent dans le rapport que les Conseillers ont reçu. Il manquait un zéro dans la somme de Fr. 136'000.00 dans le libellé du point a). Madame Sabine Cattin se permet d'être brève dans son rapport d'entrée en matière, car l'objet sur lequel les Conseillers généraux doivent se prononcer ce soir est extrêmement clair et important pour notre Commune, puisqu'il s'agit d'offrir à une entreprise du village

les moyens d'y rester implantée. Le Conseil communal, ainsi que la Commission de promotion économique recommande l'acceptation de l'entrée en matière.

La discussion est ouverte sur le débat d'entrée en matière. Aucun membre ne prenant la parole, la discussion est close et nous passons donc à la discussion de détail.

a)

Madame Sabine Cattin rappelle que l'entreprise Milpuce est installée depuis 1990 dans les locaux de l'usine Poli-Indus, anciennement usine Sapro, et a été fondée en 1987 avec pour but la création de cartes électroniques. L'emménagement dans des locaux industriels neufs devait permettre à cette société non seulement de créer un bureau d'études et de développement, mais aussi d'augmenter ses capacités en matière de production et d'implanter un système informatique intégré durant les trois années suivantes. En 1998, Milpuce créa une unité de production de sous-traitance en Slovaquie et obtint, dans la foulée, une certification ISO pour l'organisation d'entreprises. Avec l'ouverture d'un bureau de vente et l'installation d'usines d'assemblage entièrement automatisées, Milpuce peut envisager des perspectives de développement importantes en matière de production notamment. Si les prestations offertes par le secteur d'activité dit « grand public », qui touche en particulier l'électroménager, évoluent peu, il n'en va pas de même des services proposés par l'entreprise dans les domaines médicaux et industriels qui sont en constante progression. Le bilan que tire Monsieur Donzelot, directeur, est plutôt encourageant, le marché est porteur et la capacité de production de sa société est en plein développement. Madame Cattin présente un graphique créé par Monsieur Donzelot qui permet de voir l'évolution du chiffre d'affaires et de l'effectif de Milpuce, avec des projections jusqu'en 2008. Cependant, l'entreprise Milpuce est à la recherche de nouveaux locaux puisqu'elle se voit contrainte de libérer, d'ici le 30 juin 2005, les surfaces qu'elle loue actuellement. A ce jour, la Commune ne dispose pas de locaux industriels libres. Aussi, le Conseil communal et la Commission de promotion économique ont proposé à Monsieur Donzelot d'envisager la construction de locaux pour installer son entreprise. Sachant que les promotions économiques bernoises et neuchâtelaises convoitent l'implantation de la société Milpuce dans leurs cantons respectifs, les autorités des Bois souhaitent mettre tout en œuvre pour offrir à cette entreprise des conditions concurrentielles à celles proposées ailleurs. Saint-Imier convoite Milpuce pour l'éclosion de son projet d'usines relais et des locaux industriels suffisants ont déjà été offerts par La Chaux-de-Fonds. Madame Cattin rappelle que les Conseillers généraux ont été convoqués ce soir pour une séance extraordinaire, car le temps presse. Il s'agit de permettre à l'entreprise Milpuce d'élaborer rapidement un plan financier et, si les conditions le permettent, de démarrer sans tarder dans un projet de construction, afin qu'elle puisse s'installer en été 2005. Une surface d'exploitation d'au moins 1'000 m² est nécessaire à cette entreprise, car le développement réjouissant de ses activités permet d'envisager, à moyen terme, d'occuper une quarantaine d'employés. Actuellement, Milpuce emploie 22 personnes dans divers secteurs professionnels (employés de commerce, techniciens, ingénieurs, électroniciens, manutentionnaires). Cinq employés résident aux Franches-Montagnes, dont quatre aux Bois, cinq sont frontaliers et les autres proviennent du reste du Canton du Jura, des Cantons de Neuchâtel et Berne. Soucieux de maintenir non seulement un volume d'emplois dans notre village, mais aussi un savoir-faire novateur, le Conseil communal et la Commission de promotion économique recommandent l'acceptation de la donation d'une parcelle d'environ 2841 m² d'une valeur approximative de Fr. 136'000.00 à l'entreprise Milpuce électronique pour la construction de locaux industriels. Madame Cattin signale que les membres de la Commission de

promotion économique se réservent le droit d'intervenir pour répondre à d'éventuelles questions.

Monsieur Jean-Pierre Bouille signale qu'une série de questions l'interpelle et qu'il faudrait en débattre avant de prendre une décision. Tout d'abord, si on parle de 1'000 m² de besoin, pourquoi en offre-t-on 3'000 m²? Monsieur Bouille estime que l'on devrait donner une parcelle équivalente au besoin et, éventuellement, si le développement se fait, vendre la suite. En effet, si le développement est bon, l'entreprise pourrait acheter le terrain manquant. De plus, Monsieur Bouille souhaite connaître la date du début des travaux de construction. L'urgence du dossier gêne Monsieur Bouille qui estime que, dans l'urgence, on ne prend pas toujours les meilleures décisions. Monsieur Bouille pense que, même si cette société est convoitée par Berne et Neuchâtel, il en va de même pour toutes les entreprises. Quant au choix de la parcelle, Monsieur Bouille considère qu'on hypothèque une parcelle carrée de 6'000 m² pour un choix futur, alors que le besoin n'est pas aussi conséquent.

Madame Sabine Cattin signale que l'usine a besoin d'une surface de 1'000 m² au niveau des locaux. Selon les renseignements pris auprès de la promotion économique du Canton du Jura, il semble que, pour une usine, on compte trois fois la surface d'implantation de l'usine en terme de terrain. Au niveau du début des travaux, cela est difficile à estimer. Il est bien clair que, si les conditions offertes aux Bois n'étaient pas concurrentielles par rapport à celles proposées notamment par La Chaux-de-Fonds, Monsieur Donzelot ne construirait pas. Par contre, ce dossier est urgent, étant donné que l'entreprise a reçu une dédite pour le 30 juin 2005. Il sera peut-être possible de prolonger la location de quelques mois, mais Monsieur Donzelot sait qu'il ne doit pas tarder pour trouver une solution. S'il y avait construction, les travaux débuteraient le plus tôt possible. Monsieur Donzelot souhaite que son entreprise reste implantée dans un triangle Saint-Imier – La Chaux-de-Fonds – Les Bois, avec une préférence pour notre village pour plusieurs raisons, notamment, le fait qu'un tiers de ses ouvriers ne le suivraient pas si l'entreprise déménageait. De plus, l'entreprise est estampée « Les Bois » depuis le début et Monsieur Donzelot souhaiterait garder cela. Etant donné que nous n'avons pas de locaux disponibles, nous avons vraiment incité Monsieur Donzelot à devenir propriétaire, ce qu'il n'avait pas du tout envisagé. En ce qui concerne le choix du terrain, nous avons opté pour cette parcelle, car un projet encore confidentiel devrait bientôt éclore et concerne toute la partie située de l'autre côté de la route d'accès. Nous n'avons donc pas pris le risque d'hypothéquer ce projet.

Monsieur Jacques Willemin, au nom de la Commission de promotion économique, souhaite apporter un complément au niveau de l'urgence. Monsieur Donzelot s'est donné août, éventuellement mi-septembre, comme limite pour prendre une décision, soit la construction d'une usine chez nous ou la location de locaux à La Chaux-de-Fonds ou à Saint-Imier. Il est donc important que nous ne tardions pas trop pour être bien placés au début des négociations.

Monsieur Jean-François Humair pense que, dans un projet de cette envergure, il aurait été de bon ton que Monsieur Donzelot soit présent ce soir, même si le dossier n'est pas ficelé, pour nous expliquer son projet. Or, on se rend compte qu'il attend sur cette donation pour éventuellement monter un plan financier. Cela signifie qu'actuellement Monsieur Donzelot n'a pas encore abordé le problème. Monsieur Humair est quelque peu déçu que Monsieur Donzelot ne soit pas présent, de la manière dont cet objet a été proposé et qu'on travaille, comme d'habitude, dans l'urgence.

Madame Sabine Cattin estime qu'il ne faut pas du tout mettre en cause Monsieur Donzelot. En effet, dès que la Commune a su que l'entreprise Milpuce avait reçu une dédite, elle s'est

approchée de Monsieur Donzelot. Sachant que nous n'avions pas de locaux à proposer, c'est le Conseil communal, via sa Commission de promotion économique, qui est allé trouver Monsieur Donzelot en lui faisant des propositions. Monsieur Donzelot n'a jamais rien demandé. Nous sommes allés le rencontrer dans l'espoir de garder cette entreprise chez nous. Comme mentionné précédemment, Monsieur Donzelot, dans un premier temps, ne souhaitait pas être propriétaire. Après négociations, en faisant intervenir la promotion économique cantonale qui pouvait aussi soutenir l'effort financier de l'entreprise Milpuce, Monsieur Donzelot a estimé qu'il valait peut-être la peine de réfléchir à cette question. A conditions égales, Monsieur Donzelot souhaite rester aux Bois. En effet, même si nous décidions la donation du terrain et que l'offre de La Chaux-de-Fonds restait plus favorable, l'entreprise Milpuce irait s'y établir.

Monsieur Marcel Barthoulot désire savoir si un droit de réméré serait inscrit. En effet, si nous donnions le terrain et que l'entreprise ne construisait pas, il faudrait que l'on puisse récupérer ce terrain.

Madame Sabine Cattin signale qu'il est bien évident que, dans le point b) de l'ordre du jour, le Conseil communal émettra une clause « seulement en cas de construction dans les deux années à venir ».

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, estime qu'on peut également voir le problème sous un autre angle. Nous n'avons pas de locaux à louer. Nous pourrions donc, comme la Commune de Saignelégier, construire une usine et la louer, mais cela nous coûterait plus cher. La Commune des Breuleux a également décidé la construction d'un immeuble locatif, ce qui comprend davantage de risques. Monsieur Bilat estime que nous prendrions un risque minime en acceptant la donation de terrain.

Monsieur Jean-François Humair signale qu'il n'est pas opposé à la donation de ce terrain, mais souhaite qu'elle soit subordonnée à certaines questions suspensives, comme le fait de redonner le terrain dans deux ans si rien n'est fait et éviter que ce terrain soit revendu.

Monsieur Pierre Stauffer souhaite se prononcer sur ce projet. Monsieur Stauffer estime qu'il est important de vouloir maintenir cette industrie aux Bois. Cette entreprise a prouvé son existence depuis sa fondation. Monsieur Stauffer désire savoir si, par le passé, nous donnions toujours du terrain à une industrie qui voulait s'implanter chez nous. A l'avenir, si nous acceptons de donner ce terrain à Milpuce, est-ce que cela deviendrait une pratique généralisée ? Monsieur Stauffer estime que, même si cette pratique coûte au départ, dans le temps, cet investissement est vite rattrapé, par exemple du fait que certaines personnes viendront s'installer dans notre Commune. De plus, Monsieur Stauffer souhaite savoir si les Communes de Saint-Imier et La Chaux-de-Fonds offrent également du terrain à l'entreprise Milpuce.

Madame Sabine Cattin signale que, du côté de Saint-Imier, un projet d'usines relais va éclore et attend un partenaire pour déclencher le départ de ce projet qui peine à prendre pieds. Quant à La Chaux-de-Fonds, ce sont des locaux industriels existants qui sont offerts. En ce qui concerne la pratique des années précédentes, Madame Cattin ne sait pas si la donation de terrain a été pratiquée. La volonté du Conseil communal est de rendre cette zone industrielle attractive pour inciter les gens à s'y installer. Par rapport au fait de donner du terrain, Madame Cattin estime qu'effectivement, dès le moment où une entreprise qui crée une vingtaine d'emplois est intéressée à s'installer, il paraît normal que la Commune participe également. Même si cette entreprise devait capoter d'ici dix ans, nous aurions des locaux disponibles que nous pourrions proposer.

Monsieur Yann Chappatte souhaite savoir, en cas de donation, qui supporterait les frais de transaction. De plus, Monsieur Chappatte désire savoir quelles concessions la Commune

fait en ce qui concerne les taxes immobilières, cadastrales et d'épuration, les impôts sur les donations, sur le bénéfice, sur le capital, etc.

Madame Sabine Cattin signale que seule la donation du terrain a été négociée. En ce qui concerne les frais notariaux, en général, c'est l'acquéreur qui les supporte.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, rappelle que nous avons des règlements et que, par exemple, la taxe STEP devra être payée.

Monsieur Claude Gagnebin signale que les Fr. 136'000.00 représentent le prix du terrain que l'on a effectivement investi. Monsieur Gagnebin a repris, selon les transactions des différentes parcelles achetées ou échangées, le total du coût divisé par le nombre de mètres carrés utilisables, sans les chemins, ce qui donne environ Fr. 20.00 le mètre carré. Ensuite, sur la base des estimations de l'ingénieur, M. Jobin, on arrive à Fr. 28.00 pour la viabilité de ce terrain. En ce qui concerne les taxes STEP, elles ne figurent pas dans le rapport, car il est évident qu'elles devront être payées. Sinon, nous les aurions rajoutées dans le coût. Monsieur Gagnebin signale que pour les impôts sur les donations, cela devra être discuté avec le notaire.

Monsieur Jean-Pierre Bouille n'a pas été satisfait par la réponse de la Conseillère communale qui a dit, au niveau du terrain, « il semble » qu'une surface de 3'000 m² soit nécessaire pour une entreprise de 1000 m². Monsieur Bouille s'interroge. La Commune n'a pas besoin de convaincre les Conseillers généraux en leur disant qu'il faut faire des efforts pour garder cette entreprise. Nous devrions tout de même nous fixer une limite quant au prix à payer pour cela et la pratique de « la course à celui qui donne le plus » doit être stoppée. En effet, tout n'a pas un prix illimité. Monsieur Jean-Pierre Bouille estime que nous pourrions offrir 1'500 m², ce qui serait nettement suffisant, et que l'on vende le reste au moment où l'entreprise en aura besoin. Monsieur Bouille pense qu'il est suffisant de donner l'impulsion de départ pour permettre à cette société de s'installer. Monsieur Bouille aurait également bien voulu connaître le type de construction, afin qu'on puisse le contrôler et éviter une multitude d'oppositions qui seraient décourageantes. Lorsqu'on parle d'effort cantonal, Monsieur Bouille souhaite savoir de quel type d'effort il s'agit.

Madame Sabine Cattin explique qu'elle a employé le terme « il semble », simplement parce qu'elle n'est pas spécialiste en la matière. Monsieur Lachat de la promotion économique cantonale a affirmé qu'il fallait compter le triple de la surface des locaux pour la surface totale. Il faut tenir compte des places de parc, des chemins d'accès, des aménagements, etc. Il serait irréaliste de céder 1'500 m²; en effet, lorsqu'on parle de 1'000 m², il ne s'agit que des locaux industriels. Monsieur Denis Chappatte, absent ce soir, s'est occupé de la question de l'aide cantonale.

Monsieur Jacques Willemin souligne que la Commission de promotion économique reprendra contact avec le Canton en cas d'acceptation de la donation et regardera dans le détail les aides possibles (prêt sans intérêt, cautionnement).

Madame Sabine Cattin signale que le type de construction est inconnu, aucun projet architectural n'étant établi. Monsieur Donzelot désire une usine sur un seul niveau et devra se conformer aux prescriptions relatives à la zone de l'Orée.

Monsieur Louis Humair est surpris d'apprendre que la viabilisation coûte Fr. 28.00 le mètre carré, alors que lors des viabilisations précédentes, cela revenait à Fr. 50.00 le mètre carré.

Madame Jacqueline Stauffer signale que la viabilisation en zone industrielle est moins onéreuse qu'en zone d'habitation, étant donné que les infrastructures ne sont pas pareilles.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, rappelle que, pour la zone du Jourez, nous avons eu une bonne surprise, étant donné qu'elle nous a coûté Fr. 150'000.00 de moins que prévu.

Madame Françoise Cuenin souhaite connaître les raisons d'une telle différence de coût de viabilisation entre une zone industrielle et une zone d'habitation.

Madame Jacqueline Stauffer signale que les aménagements sont beaucoup plus conséquents dans les zones d'habitation qui comprennent plus de trottoirs, pavés, lampadaires, sorties, introductions, etc. La zone du Jourez comprend également un jardin d'enfants.

Monsieur Marcel Barthoulot souhaiterait, en cas de construction, que le Conseil communal puisse recommander des entreprises du village ou de la région.

Monsieur Pierre Stauffer rappelle que nous n'avons peut-être pas tous les éléments et détails en mains, mais estime que le Conseil communal et la Commission de promotion économique ont déjà fait un bon travail. Monsieur Stauffer pense que ce projet peut être accepté pour aller de l'avant et qu'il faut faire confiance aux autorités. Monsieur Stauffer estime que nous pourrions définir des bases pour la suite, afin qu'une ligne de conduite soit définie si d'autres projets venaient à voir le jour. Nous devons savoir ce que nous sommes prêts à offrir et si nous pouvons offrir davantage que ce que l'entreprise Milpuce demande.

Madame Sabine Cattin rappelle que ce n'est pas l'entreprise Milpuce qui a fait cette demande, mais que c'est bien la Commune qui s'est approchée de Monsieur Donzelot et qui a proposé d'offrir ce terrain. Effectivement, il manque des éléments dans ce dossier, mais il faut bien se rendre compte que c'est seulement au mois de mai que Monsieur Donzelot a reçu la dédite pour juin 2005. Depuis lors, la Commune a dû le rencontrer, prendre contact avec le Canton et nous devons prendre une décision rapidement, car les mois passent et si nous voulons permettre à Monsieur Donzelot d'étudier un projet de construction, il faut lui en laisser le temps.

Monsieur Yann Chappatte n'a pas obtenu de réponse à sa question relative à l'impôt sur le bénéfice et le capital.

Madame Sabine Cattin signale que ces problèmes n'ont pas encore été étudiés. Actuellement, il est clairement question d'offrir à l'entreprise Milpuce Fr. 136'000.00 environ en terme de terrain. Il n'a pas été question de l'exonérer de taxes, impôts ou autres. Monsieur Louis-Georges Lecerf explique que les problèmes d'exonération d'impôts seront réglés par le Canton et non pas par la Commune. Monsieur Donzelot s'approchera de Monsieur Lachat et négociera avec le Canton.

Monsieur Jean-Pierre Bouille souhaite savoir s'il était possible d'ajouter un amendement pour empêcher une vente et que ce terrain reste à cette entreprise, afin d'avoir une garantie. Nous devrions commencer par établir des règles que nous pourrions également appliquer dans le futur.

Madame Sabine Cattin propose de rajouter cet amendement dans la compétence du Conseil communal au niveau de la ratification de l'acte de vente.

Monsieur Jean-Pierre Bouille signale qu'il s'agit d'une servitude qui doit figurer dans l'acte de vente.

Monsieur Marcel Barthoulot demande à Monsieur Bouille quels sont les termes qu'il souhaite employer.

Monsieur Jean-Pierre Bouille rappelle que tout acte de vente contient des servitudes, qui peuvent être des droits de passage, traversée d'une conduite d'eau ou, comme dans le cas présent, une interdiction de vendre à un tiers en cas de non utilisation de ce terrain. L'entreprise devrait alors rétrocéder ce terrain à la Commune. Monsieur Bouille estime que, si la société Milpuce n'utilise qu'une partie de la parcelle, dans les dix ans, elle devrait céder le terrain restant à la Commune. Nous pouvons laisser à cette entreprise le temps de se développer, mais pas sur une période trop longue.

Monsieur Gabriel Bilat rappelle qu'il avait acheté un immeuble à la Commune et qu'il avait l'interdiction de le vendre à un tiers les dix premières années.

Monsieur Jean-François Humair signale que nous pourrions simplement inclure « donation du terrain, subordonnée aux conditions suspensives suivantes : » et, à ce moment-là, définir ce que l'on souhaite.

Madame Sabine Cattin explique que le Conseil communal souhaitait inclure une clause stipulant « uniquement en cas de construction dans les deux ans ».

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, propose que les propositions d'amendement soient rajoutées dans la compétence donnée au Conseil communal, au point b).

Monsieur Louis Humair aimerait savoir si l'on va également aider, à l'avenir, toutes les usines qui seront en difficultés. Les citoyens accepteront-ils de payer deux dixièmes d'impôts supplémentaires pour subventionner les entreprises ? Par le passé, une usine s'est fermée et personne ne s'en est soucié.

Madame Nancy Braendle signale que nous n'aidons pas une usine en difficulté. Monsieur Humair fait certainement référence à Mirba, qui était en faillite, alors que Milpuce n'est surtout pas en difficultés.

Monsieur Jean-François Humair rappelle qu'il ne faut pas oublier que cette donation fera jurisprudence et, dans le futur, certaines personnes viendront demander que nous leur mettions du terrain à disposition gratuitement.

Monsieur Jacques Willemin pense qu'il faudra juger en fonction des propositions reçues. Une entreprise employant quarante personnes ne peut pas être traitée comme celle qui souhaite débiter avec deux ouvriers.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, clôt la discussion.

Au vote, le point 4 a) de l'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

b)

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, ouvre la discussion et présente les trois propositions émises par Monsieur Jean-Pierre Bouille qui souhaite inclure :

- 1) interdiction de vente à un tiers en cas de non construction
- 2) construction dans les deux ans
- 3) retour à la Commune de la surface non utilisée dans un délai de dix ans

Monsieur le Président demande si les Conseillers généraux ont d'autres propositions à faire.

Madame Sabine Cattin signale que le Conseil communal souhaitait que cette donation soit faite uniquement en cas de construction dans les deux années à venir. Tant qu'il n'y aura pas de construction, il est bien clair que ce terrain ne pourra pas être vendu. Au niveau du terrain restant, Madame Cattin estime que, si 2'000 m² ont été utilisés et qu'il en reste 800, il sera difficile de gérer cet amendement par rapport au terrain restant non utilisé.

Monsieur Jean-Pierre Bouille rappelle que les électeurs des Bois ont déjà été traités de naïfs. Monsieur Bouille ne souhaite pas que cela se répète. Si, par rapport au vote de ce soir, une usine de dix mètres sur dix était construite, alors qu'on offre 3'000 m², nous ne pourrions pas intervenir. Monsieur Bouille désire que les choses soient claires. Aujourd'hui, nous ne possédons aucun plan, aucune certitude. Nous devons démarrer avec confiance, mais nous devons également installer des barrières, afin que nous ne le regrettions pas plus tard.

Monsieur Daniel Kurz rappelle qu'une surface de 2841 m² vient d'être votée. Cela signifie-t-il que nous aurions dû voter une surface plus petite ?

Monsieur Jean-Pierre Bouille souhaite uniquement inclure une servitude en cas de non utilisation de la totalité de la surface.

Monsieur Daniel Kurz remarque que Monsieur Donzelot ne pourra pas établir un plan financier sur des bases floues.

Monsieur Jean-Pierre Bouille estime que les Conseillers généraux sont là pour une donation de terrain et non pas pour établir un plan financier. Nous ne sommes pas là pour donner un chèque de Fr. 136'000.00.

Monsieur Louis-Georges Lecerf souhaite recentrer le débat et explique que Monsieur Donzelot est un chef d'entreprise et qu'il a besoin de 1'000 m². Nous pourrions donc stipuler 2841 m², pour autant qu'il construise une usine de 1'000 m² sur un étage.

Monsieur Jacques Willemin rappelle que Monsieur Donzelot a des prévisions intéressantes au niveau développement, mais la surface actuelle ne lui suffit plus et il aurait besoin de 1'000 m² pour utiliser son outil de travail. Il a des prévisions d'engagement de personnel et parle d'une quarantaine d'employés d'ici 2008. Cela signifie également qu'il faudra suffisamment de places de parc.

Monsieur Jean-Pierre Bouille estime que l'on peut aller dans le sens de la proposition de Monsieur Lecerf. Si, effectivement, une usine de 1'000 m² était construite, on pourrait ne pas être restrictifs.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, souhaite connaître la proposition ferme de Monsieur Bouille.

Monsieur Jean-Pierre Bouille accepte de supprimer l'amendement relatif à la surface restante en cas de construction d'une usine de 1'000 m².

Madame Sabine Cattin propose donc « seulement en cas de construction dans les deux ans d'une surface d'environ 1'000 m² ».

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, clôt la discussion.

Au vote, le Conseil général donne au Conseil communal la compétence de ratifier l'acte de vente relatif à cette parcelle pour la construction dans les deux ans d'une surface bâtie d'environ 1'000 m², à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin remercie les personnes présentes, leur souhaite de bonnes vacances et lève la séance à 21.05 heures.

Au nom du Conseil général

Les Bois

Le Président: La Secrétaire :